

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

ENQUÊTE

Il est entré dans la lumière au début du quinquennat dans son costume de «cost killer», qu'il n'a pas quitté depuis. Florian Bachelier, 43 ans, savamment coiffé-décoiffé, l'allure pressée et l'envie affichée de «faire bouger les lignes», parle cash et ne s'embarrasse pas des conventions. En juin 2017, dix jours après avoir décroché son premier mandat de député La République en marche (LRM) en Ille-et-Vilaine, il est élu par ses pairs questeur de l'Assemblée nationale. Une charge importante, confiée à trois députés – deux de la majorité, un de l'opposition –, qui consiste à gérer les quelque 540 millions d'euros de dépenses annuelles de l'Assemblée, de 900 fonctionnaires et 300 contractuels et des prestigieux salons de réception de la questure.

Florian Bachelier ne tarde pas à en faire une tribune. En novembre 2017, son «plan d'économies secret» sur le budget du Palais-Bourbon fait la «une» du *Journal du dimanche* (JDD) : 1 million d'euros d'ici à la fin de l'année, 10 millions en 2018, puis 15 millions par an sur le reste de la mandature... Le coup d'éclat suscite la bronca de ses collègues questeurs et du président de l'Assemblée nationale d'alors, François de Rugy, qui n'avaient pas été consultés au préalable.

Aux journalistes du JDD, il annonce la vente de l'hôtel de Broglie, acheté 63 millions d'euros, en 2016, pour loger les députés et réduire ainsi leurs frais d'hôtel. Là non plus, aucun de ses collègues n'est consulté, la mesure est rejetée. M. de Rugy et l'autre questeur LRM, Laurianne Rossi (Hauts-de-Seine), feront adopter une charte qui contraindra au vote du bureau toute transaction supérieure à 1 million d'euros. Qu'importe, le message est passé et il sera répété à de nombreuses reprises pendant le quinquennat. «L'Assemblée nationale, la bamboche avec l'argent public, c'est terminé!», a répété Florian Bachelier, en mars, au micro de France Bleu Armorique.

A l'heure où le député de la 8^e circonscription d'Ille-et-Vilaine sollicite de nouveaux les suffrages de ses concitoyens, vantant son bilan de premier questeur et les «96,2 millions d'euros d'argent public économisés» en cinq ans, le constat inverse s'impose. Sous cette XV^e législature, l'Assemblée nationale a davantage dépensé que lors de la précédente... et, pour Florian Bachelier, la questure est devenue un moyen pour se hisser dans les premiers cercles de la Macronie.

SORTIES MÉDIATIQUES

A peine arrivé, le député se fait le chantre de la «transformation» de l'Assemblée à la sauce «start-up nation». Achat de tablettes tactiles, installation du Wi-Fi... Il multiplie les investissements symboliques, mais aussi les sorties médiatiques pour s'attribuer les fruits des réformes mettant fin aux spécificités du statut parlementaire, comme la suppression du régime spécial de retraites pour les députés ou l'alignement de leur régime d'assurance-chômage sur le droit commun. Au point d'en oublier la nécessaire collégialité des décisions de la questure et de braquer pour longtemps une partie de l'institution. Événement passé presque inaperçu : près de 300 membres du personnel (sur 1200) ont fait grève, le 8 février, contre la réforme de la fonction publique parlementaire remise sur la table par M. Bachelier, après le premier confinement. Une mobilisation inédite sous la V^e République.

Parmi les autres décisions qui fissurent l'unité du collège des questeurs : l'augmentation de 15 % de la dotation pour les forfaits téléphoniques, les taxis et les courriers, proposée par Florian Bachelier en janvier 2021. Laurianne Rossi s'y oppose, faisant valoir que la plupart des députés n'ont utilisé que la moitié de leur enveloppe en 2019 et 2020. L'augmentation sera cependant votée, grâce à la voix du troisième questeur, le député Les Républicains (LR) des Alpes-Maritimes, Eric Ciotti. Si les questeurs assument d'allouer plus de moyens aux députés, les élus subissent les critiques pointant le caractère dispendieux de la mesure. D'autant que cette augmentation en suit d'autres : +10 % pour l'enveloppe destinée à rémunérer les collaborateurs en 2018, +30 % pour le remboursement du pied-à-terre parisien des députés en 2019, +10 % pour le crédit d'équipement téléphonique et informatique en 2020.

Loin d'avoir permis des économies, les réformes poussées par le «cost killer» ont pesé sur le budget du Palais-Bourbon. Les dépenses, qui oscillaient entre 520 et 530 millions d'euros lors du quinquennat Hollande – hors année électorale, traditionnellement plus coûteuse, du fait du renouvellement de l'As-



Florian Bachelier, premier questeur de l'Assemblée nationale, au Palais-Bourbon, le 1^{er} octobre 2019.



La questure au service de l'ambitieux Bachelier

Le député d'Ille-et-Vilaine, premier questeur du Palais-Bourbon, se vante des économies réalisées. Mais les chiffres contredisent les dires de cet homme aux méthodes contestées

semblée, ont systématiquement dépassés les 540 millions d'euros sous cette mandature. Idem pour les dépenses de fonctionnement qui, chaque année, ont dépassé la dotation de l'État, obligeant l'Assemblée à puiser durablement dans ses réserves.

Comment expliquer les quelque 96 millions d'euros d'économies brandies par M. Bachelier ? Le député joue sur la différence entre les dépenses anticipées et celles finalement effectuées. Depuis 2018, le budget prévisionnel s'établit autour de 568 millions d'euros, contre 537 millions lors du précédent mandat. «Une telle surestimation a été fréquente dans la période récente», relève Bercy dans le projet de loi de finances 2022.

Au sein de la minorité de députés – une quarantaine sur 577 – qui ont consommé en totalité leur dotation dévolue aux courriers, taxis et forfaits téléphoniques figure le premier questeur. Lettres aux entrepreneurs, campagne d'affiches «Mon député, c'est Bachelier...» Il utilise son enveloppe pour communiquer sur son action et sur sa personne. Quelques jours après l'entretien au JDD, un dossier de presse de dix-huit pages, dont huit pleines pages sont occupées par des photos de lui, est publié. Face aux moqueries, le document est rapidement retiré. Le député assure ne pas avoir validé sa sortie. En parallèle, ses assistants parlementaires multiplient les échanges avec les chaînes télévisées, occupent leur journée à écrire ses publications sur les réseaux sociaux, battent le rappel auprès des militants LRM lorsque le nombre de «J'aime» n'est pas suffisant. Ils expurgent de sa page Wikipedia toute mention désagréable.

«DEMANDES FARFELUES»

Ses demandes ne tardent pas à user une partie de ses assistants – *Le Monde* en a comptabilisé vingt-huit sur le quinquennat, soit deux fois plus que pour ses collègues questeurs. Il justifie ce turnover par la multiplication d'embauches temporaires pour des «rapports, rédactions, recherches» destinés à nourrir son travail de terrain et «l'évaluation des politiques publiques». Selon le décompte de l'association Regards citoyens, il fait partie des 150 députés les moins actifs de ce quinquennat. Des indicateurs partiels, selon l'intéressé, car ils ne prennent pas en compte «les 161 rapports de questure» et «tout le travail en circonscription». Dans l'Hémicycle, sa présence se résume aux votes solennels et à la séance de questions au gouvernement, retransmise à la télévision le mardi. Ses deux collègues questeurs, qui ont la même tâche, affichent une activité bien plus prolifique.

Dès le début de son mandat, son management est dépeint comme étant «inapproprié» envers le personnel de la questure : «pressions», «messages à toute heure du jour comme de la nuit», «demandes farfelues», comme la visite du salon de coiffure de l'Assemblée en pleine nuit... En cinq ans, trois secrétaires généraux se sont succédé à la questure. D'autres décrivent un personnel «épuisé», réclamant des rappels à l'ordre de la part des deux autres questeurs et du président de l'Assemblée nationale.

Dans son sillage s'activent aussi des stagiaires, plusieurs spécialistes de la communication, mais aussi sa compagne, Carole Gandon, qui n'a pas souhaité répondre à nos sollicitations. Devenue référente du mouvement LRM d'Ille-et-Vilaine après l'élection de M. Bachelier, qui occupait jusqu'alors ce poste, elle gère au quotidien, pour lui, ses assistants parlementaires au début de son mandat. A un candidat qui exprime son malaise après avoir passé un entretien avec elle, le questeur rétorque que M^{me} Gandon officiait en tant que «référente du mouvement en Ille-et-Vilaine (...) avec qui six autres députés collaborent». Elle ne sera pourtant jamais présente lors des processus de recrutement menés par les autres élus.

Le 11 septembre 2019, les commerçants rennaise de la circonscription de Florian Bachelier reçoivent une lettre, payée sur ses fonds de député, dans laquelle il fustige l'insécurité et «les trop nombreux débordements qui ont entaché la réputation de [leur] ville». Deux jours auparavant, Carole Gandon, nommée candidate LRM pour ravir la mairie de Rennes aux socialistes, avait lancé sa campagne sur les thèmes de la transition écologique, mais aussi de l'insécurité et du sentiment d'«abandon» des commerçants. Finalement défaite aux municipales de 2020, M^{me} Gandon intègre, dans la foulée, le cabinet de Nadia Hal, tout juste nommée ministre de la ville dans le premier gouvernement Castex.

C'est depuis les salons du quatrième étage de la questure, dits «4G», que Florian Bachelier cultive son réseau. Le député communique volontiers sur la venue de Nicolas Sarkozy et celle d'Eric Dupond-Moretti, dès 2017. Il reste plus discret sur ses autres visiteurs habitués des plateaux télévisés, comme les deux figures de CNews Pascal Praud et Eric Zemmour (en 2020), ou encore le fantasque collectionneur d'objets liés à Napoléon 1^{er} Pierre-Jean Chalençon. «C'est quelqu'un qui essaie, de là où il est, de sentir le pouls de la société française dans toutes ses composantes : les intellos, les responsables po-

litiques, les journalistes... Il fait partie des capteurs importants dans la Macronie», raconte un conseiller de l'Élysée.

En mai 2020, il réunit autour de la même table David Le Bars, secrétaire général du Syndicat des commissaires de la police nationale, et la chanteuse Camélia Jordana. L'artiste avait provoqué la polémique après avoir déclaré que des «hommes et des femmes (...) se font massacrer [par la police] pour nulle autre raison que leur couleur de peau». Le ministre de l'Intérieur d'alors, Christophe Castaner, avait aussitôt condamné ses propos – une réaction qualifiée en privé d'«erreur» par M. Bachelier. Le retour au Palais-Bourbon de Christophe Castaner n'améliorera pas leurs relations. Alors que les salons de la questure sont, en principe, accessibles sur demande à tous les députés, M. Bachelier refuse l'accès du «4G» à l'ancien ministre, élu en septembre 2020 à la tête du groupe LRM.

VISITES IMPROMPTUES À L'ÉLYSÉE

Tentative de séduction, puis pressions, pour finalement mettre les personnes concernées devant le fait accompli... la «méthode Bachelier», telle qu'elle est surnommée par ses adversaires politiques comme par ses alliés, clive. Le 18 mai, en marge d'un débat organisé par France 3, il demande ainsi à son concurrent LRM aux législatives, Maël Tournade, de se désister. S'il venait à perdre, «cela créerait un dysfonctionnement à la questure», lui déclare-t-il. Il lui suggère de se présenter dans la circonscription voisine – là où sa collègue LRM, Laurence Maillart-Méhaignerie, brigue un nouveau mandat. «Il m'a dit qu'il ne l'appréciait pas, qu'il me soutiendrait et qu'il ferait en sorte que la majorité présidentielle fasse de même», explique au *Monde* le candidat LR.

Maël Tournade ne cède pas. Le matin du 20 mai, date limite de dépôt des candidatures, Florian Bachelier appelle la suppléante de M. Tournade pour la décourager de se présenter, invoquant un accord avec LR. Une version confirmée par des messages que *Le Monde* a pu consulter. Le premier questeur affirme, pour sa part, avoir seulement «échangé sur le fait qu'il y avait un fort risque Mélenchon sur la 8^e circonscription».

A l'Élysée, on salue tout simplement son «engagement». Mais son appui principal reste Richard Ferrand, le président de l'Assemblée nationale. Les deux hommes se sont connus en 2016, alors qu'ils œuvraient pour installer En marche! – l'ancien nom de LRM – en Bretagne. Le soir de son élection au perchoir, le 12 septembre 2018, Richard Ferrand attendra les résultats du scrutin dans le bureau de M. Bachelier. Depuis, le premier se repose sur le second dans cette dyarchie que forment la présidence de l'Assemblée nationale et la questure. M. Ferrand enverra ainsi le premier questeur, en septembre 2021, auprès du député LRM d'Ille-et-Vilaine Mustapha Laabid, après la condamnation de ce dernier pour détournements de fonds publics, pour exiger sa démission du groupe LRM. Plutôt qu'homme de l'ombre ou vigile, Florian Bachelier s'inscrit depuis longtemps en ministre régulier. Au printemps 2020, alors que le remaniement approche, il multiplie les messages et les visites impromptues à l'Élysée. C'est le président en personne qui le reçoit pour mettre fin à ses rêves de grandeur. ■

MARIAMA DARAME ET LAURA MOTET

Cour d'Appel de Paris
Tribunal de Grande Instance de Paris
17e chambre correctionnelle



Jugement du : 02/04/2015
N° minute : 2
N° parquet : 13210000996

JUGEMENT CORRECTIONNEL

Prononcé à l'audience publique du Tribunal Correctionnel de Paris le **DEUX AVRIL DEUX MILLE QUINZE**

Composée de :

Président : Fabienne SIREDEY-GARNIER vice-président
Assesseurs : Thomas RONDEAU vice-président
Alain BOURLA premier juge
Ministère public Anne COQUET vice-procureur
Greffier : Viviane RABEYRIN, greffière

Dans l'affaire plaidée à l'audience publique du Tribunal Correctionnel de Paris le **DIX-SEPT FEVRIER DEUX MILLE QUINZE**

Composée de :

Président : Fabienne SIREDEY-GARNIER vice-président
Assesseurs : Julien SENEL vice-président
Alain BOURLA premier juge
Ministère public Anne COQUET vice-procureur
Greffier Martine VAIL, greffière

a été appelée l'affaire

ENTRE :

PARTIE CIVILE POURSUIVANTE :

consignation n° 2013/1131 versée le 13 novembre 2013

VATURI Joël,
domicilié au Cabinet HUC MOREL LABROUSSE ASSOCIES AARPI 27
boulevard Raspail 75007 PARIS,

comparant, assisté de Me Cédric LABROUSSE, avocat au barreau de PARIS
(D1563), lequel a déposé des conclusions visées par la présidente et le greffier
et jointes au dossier

ET

PREVENU :

Nom : **DI SABATINO**
Prénom : **Christophe**
né le : 3 juillet 1964
à : Longwy (54)
nationalité : française
profession : producteur
demeurant : 36 Chemin Rural
78630 ORGEVAL
citation : délivrée à parquet le 1^{er} août 2013
Situation pénale : libre

comparution : non comparant, représenté par Me Joseph COHEN-
SABBAN, avocat au barreau de PARIS (P18), lequel a
déposé des conclusions visées par la présidente et le
greffier et jointes au dossier

Prévenu du chef de :

**DIFFAMATION ENVERS PARTICULIER(S) PAR PAROLE, ECRIT,
IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE
ELECTRONIQUE faits commis le 21 juillet 2013 à Paris**

PREVENU :

Nom : **DI SABATINO**
 Prénom : **Benoît**
 né le : **30 août 1965**
 à : **Longwy (54)**
 nationalité : **française**
 profession : **producteur audiovisuel**
 demeurant : **17 Avenue des Tilleuls**
75016 PARIS
 citation : **délivrée à l'étude le 1^{er} août 2013**
 situation pénale : **libre**

comparution : **comparant, assisté de Me Joseph COHEN-SABBAN, avocat au barreau de PARIS (P18), lequel a déposé des conclusions visées par la présidente et le greffier et jointes au dossier**

Prévenu du chef de :

DIFFAMATION ENVERS PARTICULIER(S) PAR PAROLE, ECRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE faits commis le 21 juillet 2013 à Paris

PREVENU :

Nom : **JOAHNY**
 Prénom : **Stéphane**
 né le : **20 août 1967**
 à : **LE PUY EN VELAY (Haute-Loire)**
 nationalité : **française**
 profession : **journaliste**
 demeurant : **17 Avenue des Tilleuls**
75016 PARIS
 citation : **délivrée à domicile le 30 juillet 2013**
 Situation pénale : **libre**

comparution : **non comparant, représenté par Me Virginie TESNIERE, avocat au barreau de PARIS, substituant Me Christophe BIGOT (A738), lequel a déposé des conclusions visées par la présidente et le greffier et jointes au dossier**

Prévenu du chef de :

DIFFAMATION ENVERS PARTICULIER(S) PAR PAROLE, ECRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE faits commis le 21 juillet 2013 à Paris

PREVENU :

Nom : **LESOUF**
 Prénom : **Bruno**
 né le : 29 juin 1957
 à : PARIS 75008
 nationalité : française
 profession : directeur de la publication
 demeurant : 149 rue Anatole France
 92300 LEVALLOIS PERRET
 Situation pénale : libre
 citation : délivrée à domicile le 30 juillet 2013

 comparution : non comparant, représenté par Me Virginie TESNIERE,
 avocat au barreau de PARIS, substituant Me Christophe
 BIGOT (A738), lequel a déposé des conclusions visées
 par la présidente et le greffier et jointes au dossier

Prévenu du chef de :

DIFFAMATION ENVERS PARTICULIER(S) PAR PAROLE, ECRIT,
 IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE
 ELECTRONIQUE faits commis le 21 juillet 2013 à Paris

CIVILEMENT RESPONSABLES :**La société LAGARDERE ACTIVE**

149 rue Anatole France 95534 LAVALLOIS-PERRET

La société LAGARDERE DIGITAL FRANCE

149 rue Anatole France 95534 LAVALLOIS-PERRET

La société LAGARDERE ACTIVE DIGITAL

149 rue Anatole France 95534 LAVALLOIS-PERRET

comparution : non comparantes, représentées par Me Virginie TESNIERE,
 avocat au barreau de PARIS, substituant Me Christophe BIGOT (A738), lequel
 a déposé des conclusions visées par la présidente et le greffier et jointes au
 dossier

EN PRESENCE DU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

PROCEDURE D'AUDIENCE

Par actes d'huissier en dates des 30 juillet, 1er août et 1er octobre 2013, Joël VATURI a fait citer devant ce tribunal (17ème chambre correctionnelle – chambre de la presse) à l'audience du 11 octobre 2013, Bruno LESOUEF en sa qualité de directeur de publication du journal du Dimanche, Stéphane JOAHNY, journaliste, Christophe DI SABATINO, Benoît DI SABATINO, et les sociétés LAGARDERE ACTIVE, LAGARDERE DIGITAL FRANCE et LAGARDERE ACTIVE DIGITAL, pour y répondre du délit de diffamation publique envers particulier, prévu et réprimé par les articles 23 alinéa 1er, 29 alinéa 1er et 32 alinéa 1er de la loi du 29 juillet 1881, et les articles 93-2 et 93-3 de la loi du 29 juillet 1982, à la suite de la publication dans l'édition n° 3471 du 21 juillet 2013 de l'hebdomadaire Le Journal du Dimanche d'un article intitulé « *« Dallas » au pays des dessins animés* », à raison des propos suivants :

« Pas seulement à cause du marché, mais parce que nous avons subi des attaques de la part d'actionnaires qui n'ont d'autres soucis que de satisfaire des appétits financiers et de mener la société à sa disparition »

« Vaturi a joué au pompier pyromane » résume Christophe Di Sabatino. En clair, Vaturi aurait multiplié les assignations en justice, en France et aux Etats-Unis, où il réside, pour mieux reprocher ensuite aux dirigeants de dépenser une fortune en frais d'avocats au détriment de la société. « Son objectif a été de nous submerger, nous épuiser, nous ruiner et prendre la main sur la société » s'indigne Benoît Di Sabatino. »

« Mais opacité n'est pas synonyme d'illégalité, même si ce genre d'acrobaties a conduit Joël Vaturi devant les tribunaux. »

La partie civile sollicitait :

- la condamnation de Benoît DI SABATINO et Christophe DI SABATINO à lui payer, chacun, la somme de 1.000 euros à titre de dommages-intérêts,
- la condamnation solidaire de Bruno LESOUEF et Stéphane JOAHNY à lui payer la somme de 3.000 euros à titre de dommages-intérêts,
- la condamnation solidaire des prévenus à faire procéder à leur frais à la publication au sein de l'hebdomadaire LE JOURNAL DU DIMANCHE ainsi que dans deux autres quotidiens nationaux du jugement à intervenir,
- la condamnation solidaire des prévenus à faire procéder à leurs frais à la publication en page d'accueil du site internet accessible à l'adresse www.jdd.fr du jugement à intervenir,
- la condamnation solidaire des prévenus à lui verser la somme de 5.000 euros en application des dispositions de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

Le 9 août 2013, Bruno LESOUEF et Stéphane JOAHNY ont fait notifier une offre de preuve dénonçant 12 pièces.

Le 13 août 2014, la partie civile a fait notifier une offre de preuve contraire dénonçant 35 pièces.

A l'audience du 11 novembre 2013, le tribunal a fixé à 1 000 euros par partie civile la consignation – qui a été versée par les parties civiles le 13 janvier 2013 - et a renvoyé l'affaire aux audiences des 7 janvier 2014, 1er avril 2014 et 1er juillet 2014, à 13h30, pour relais, et 30 septembre 2014, à 13h30, pour plaider.

A cette dernière date, à la demande de Maître COHEN SABBAN, conseil de Christophe DI SABATINO et Benoît DI SABATINO, l'affaire a été renvoyée contradictoirement aux audiences des 25 novembre 2014, pour relais, et 17 février 2015 à 13h30, même chambre, pour plaider.

A cette dernière audience, à l'appel de la cause, la présidente a constaté la présence de la partie civile, assistée de son conseil et celle de Benoît DI SABATINO, assisté de son conseil qui représente également Christophe DI SABATINO, les autres prévenus et civilement responsables étant représentés par leur avocat.

Les débats se sont tenus en audience publique.

Avant toute défense au fond, le conseil de Bruno LESOUEF et de Stéphane JOAHNY, auquel s'est associé le conseil de Christophe DI SABATINO et Benoît DI SABATINO, a développé ses conclusions aux fins de nullité de la citation sur le fondement des dispositions de l'article 53 de la loi du 29 juillet 1881.

Après avoir entendu les explications des parties sur les incidents, l'avocat de la défense ayant eu la parole en dernier, et en avoir délibéré, le tribunal a décidé de rendre un jugement séparé en application du dernier alinéa de l'article 459 du code de procédure pénale.

A l'issue des débats et conformément aux dispositions de l'article 462 alinéa 2 du code de procédure pénale, les parties ont été informées que le jugement serait prononcé le 2 avril 2015.

~~~~~

A cette date, la décision suivante a été rendue :

→ sur les conclusions in limine litis

Le conseil de MM. LESOUEF et JOAHNY, auquel s'associe le conseil de MM. DI SABATINO, soutient que la citation délivrée aux prévenus est nulle, en ce qu'elle ne respecte pas les dispositions de l'article 53 de la loi du 29 juillet 1881, lequel dispose en ses premier et troisième alinéas « *la citation précisera et qualifiera le fait incriminé, elle indiquera le texte de loi applicable à la poursuite.... Toutes ces formalités seront observées à peine de nullité de la poursuite* ».

Il relève en effet que la citation délivrée à ses clients est entachée d'une équivoque majeure, en ce que les propos qu'elle entend poursuivre sont visés dans ses motifs (cf pages 4, 11 et 12) comme ayant été publiés à la fois dans l'édition papier n° 3471 du 21 juillet 2013 du Journal Du Dimanche (le JDD), sur le site internet [www.lejdd.fr](http://www.lejdd.fr) et sur l'application numérique « le Journal du Dimanche » disponible sur smartphones ou tablettes, alors que son dispositif ne vise que le seul support papier, tout en citant toutefois comme articles de prévention et de répression à la fois les dispositions légales relatives aux publications sur support papier, soit les articles 23 alinéa 1, 29 alinéa 1 et 32 alinéa 1 de la loi du 29 juillet 1881, et celles applicables aux modes de communication électroniques, soit les articles 93-2 et 93-3 de la loi du 29 juillet 1982.

Il ajoute qu'au surplus le constat d'huissier de justice joint à la plainte de M. VATURI ne fait référence qu'aux seuls propos figurant sur le site internet du JDD, ajoutant de ce fait à la confusion déjà engendrée par la citation elle-même.

### SUR CE

Il résulte de l'article 53 susvisé que la nullité d'une citation est encourue dès lors que son destinataire n'est pas en mesure d'organiser utilement sa défense et notamment, en matière de diffamation, d'articuler une offre de preuve corrélative et parfaite.

Au cas particulier, il doit être relevé tout d'abord que les éléments relevés par le conseil des prévenus sont factuellement exacts, les trois types de supports étant mentionnés dans le corps de la citation à plusieurs reprises, notamment quand il est indiqué dans le paragraphe III intitulé « *les personnes responsables pénalement* » que Bruno LESOUEF doit être poursuivi en sa qualité de directeur de la publication du journal, du site et de l'application numérique ( page 11) ou quand il est précisé, pour étayer la démonstration relative au caractère public des propos poursuivis que « *l'hebdomadaire « le Journal du Dimanche » est un grand journal français diffusé sur l'ensemble du territoire, de même que le site internet et l'application numérique dudit journal* ».



Il est tout aussi exact que la citation délivrée aux prévenus vise tantôt la seule loi du 29 juillet 1881 ( pages 1 et 12 ( § IV)), tantôt cumulativement cette loi et celle du 29 juillet 1982 ( pages 11 et 12 s'agissant de la responsabilité encourue par MM.LESOUEF et JOAHNY, page 14 ( dispositif).

Enfin, la citation délivrée aux sociétés considérées par la partie civile comme civilement responsables des propos imputés à MM.LESOUEF et JOAHNY a d'une part été adressée à la fois à la société LAGARDERE ACTIVE, editrice du JDD, la société LAGARDERE DIGITAL FRANCE, editrice du site internet et la société LAGARDERE ACTIVE DIGITAL, editrice de l'application numérique, d'autre part demande au tribunal, dans son dispositif, de dire et juger qu'elles sont, chacune, civilement responsables à raison des propos reproduits respectivement sur la version papier, sur le site internet et sur l'application numérique et de les condamner chacune solidairement avec les prévenus pour la diffamation commise sur le seul support dont elles sont editrices au paiement de dommages et intérêts, de frais de publication et des frais de procédure non compris dans les dépens.

Au regard de ces différents éléments, force est de constater, tout d'abord, que c'est vainement que la partie civile soutient qu'elle n'a à l'évidence entendu viser que les seuls propos reproduits dans la version papier du Journal du Dimanche. De fait, non seulement la citation délivrée aux supposés civilement responsables atteste du contraire, mais, de plus, les mentions et visas relatifs aux infractions commises par voie électronique figurant dans les citations délivrées aux prévenus sont trop nombreux et insérés dans des paragraphes ayant un objet trop distinct pour asseoir la thèse selon laquelle ils ne seraient mentionnés que pour étayer factuellement le préjudice résultant de la multiplication des supports de diffusion et ainsi l'accroissement des chances de l'article incriminé d'être lu.

S'agissant par ailleurs de l'incidence au plan juridique de cette ambiguïté relative au support poursuivi, même s'il apparaît que les propos figurant sur les différents supports sont a priori identiques, ce qui n'est pas démontré par les pièces jointes à la citation, il n'en est pas moins avéré que les prévenus n'ont pas été en mesure, lors de la délivrance de la citation, de délimiter avec précision et certitude les faits poursuivis et, partant, les moyens de défense qu'ils pouvaient justement opposer à leur adversaire.

La citation délivrée doit, de ce fait, être déclarée nulle, de même que l'ensemble des poursuites subséquentes.

**PAR CES MOTIFS**

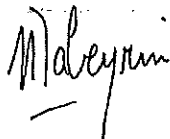
Le tribunal, statuant publiquement, en premier ressort et par jugement **contradictoire** à l'égard de Benoît DI SABATINO, prévenu, et de Christophe DI SABATINO, Bruno LESOUF, Stéphane JOAHNY, prévenus (article 411 du code de procédure pénale), des sociétés LAGARDERE ACTIVE, LAGARDERE DIGITAL FRANCE, LAGARDERE ACTIVE DIGITAL, civilement responsables (article 415 du code de procédure pénale) et de Joël VATURI, partie civile :

**Fait droit à l'exception de nullité** soulevée sur le fondement de l'article 53 de la loi du 29 juillet 1881,

**Déclare nulles** les citations directes délivrées les 30 juillet 2013 et 1er août 2013 à Bruno LESOUF, Stéphane JOAHNY, Christophe DI SABATINO, et Benoît DI SABATINO à la requête de Joël VATURI

et le présent jugement ayant été signé par la présidente et la greffière.

LA GREFFIERE



LA PRESIDENTE



Pour expédition certifiée conforme  
Le Greffier en Chef,



Extrait des Minutes du Greffe  
du Tribunal de Grande Instance  
de PARIS

17<sup>ème</sup> Ch.



Cour d'Appel de Paris

Tribunal de Grande Instance de Paris

Jugement du : 05/06/2015  
17<sup>e</sup> chambre correctionnelle

N° minute : 2

N° parquet : 14065000562

Plaidoiries le 15 mai 2015  
Prononcé le 5 juin 2015

## JUGEMENT CORRECTIONNEL

Prononcé à l'audience publique du Tribunal Correctionnel de Paris le CINQ  
JUN DEUX MILLE QUINZE

Composée de :

Président : Fabienne SIREDEY-GARNIER vice-président

Assesseurs : Julien SENEL vice-président  
Alain BOURLA premier juge

Ministère public Aude DURET substitut

Greffier : Viviane RABEYRIN greffière

Dans l'affaire plaidée à l'audience publique du Tribunal Correctionnel de  
Paris le QUINZE MAI DEUX MILLE QUINZE

Composée de :

Président : Fabienne SIREDEY-GARNIER vice-président

Assesseurs : Julien SENEL vice-président  
Alain BOURLA premier juge

Ministère public Anne COQUET vice-procureur

Greffier : Viviane RABEYRIN greffière

a été appelée l'affaire entre :

**PARTIE CIVILE :**

**la SARL SOCIETE L'ANNEAU, représentée par Philippe PARTOUCHE,**  
domiciliée chez Me Pearl GOURDON 116 boulevard Saint Germain 75006  
PARIS

non comparante, représentée par Me Pearl GOURDON, avocat au barreau de  
PARIS (D309), laquelle a déposé des conclusions visées par la présidente et le  
greffier et jointes au dossier

**LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE, près ce tribunal,**

**ET**

**PRÉVENU :**

**Nom : FEUILLEE Marc**  
né le 1 septembre 1962 à PARIS 75015  
Nationalité : française  
Situation professionnelle : Directeur de publication  
domicilié chez la Société du FIGARO 14 boulevard Haussmann 75009 PARIS  
Situation pénale : libre  
*Citation à domicile le 11 mars 2014 puis sur renvoi contradictoire*

non comparant représenté par Me Christophe BIGOT, avocat au Barreau de  
PARIS (A 738), lequel a déposé des conclusions visées par la présidente et le  
greffier et jointes au dossier

**Prévenu du chef de :**  
DIFFAMATION ENVERS PARTICULIER(S) PAR PAROLE, ECRIT,  
IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE  
ELECTRONIQUE faits commis le 29 janvier 2014 à Paris

**CIVILEMENT RESPONSABLE :**

**La société du FIGARO**  
domiciliée : 14 boulevard Haussmann 75009 PARIS

non comparante représentée par Me Christophe BIGOT, avocat au Barreau de  
PARIS (A 738), lequel a déposé des conclusions visées par la présidente et le  
greffier et jointes au dossier

## PROCEDURE

Par exploit d'huissier du 11 mars 2014, la société L'ANNEAU a fait citer devant ce tribunal, à l'audience du 28 mai 2014, Marc FEUILLEE et la société DU FIGARO, pour y répondre respectivement comme auteur et civilement responsable, en application des articles 23, 29 alinéa 1<sup>er</sup>, 32 alinéa 1<sup>er</sup> et 46 de la loi du 29 juillet 1881, du délit de diffamation publique en raison du texte publié dans le journal "Le Figaro" daté du 29 janvier 2014, intitulé "*Amiante dans la Tour Montparnasse : des salariés se portent partie civile*", débutant par "(...) *deux salariés de l'Anneau*" et se terminant par "*seuls ces deux salariés ont refusé de signer cet avenant qui annulerait leurs avantages acquis.*" diffusé publiquement par voie de presse et sur le site internet [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr) et que la partie civile considère attentatoire à son honneur et à sa considération.

La partie civile sollicite la condamnation conjointe et solidaire du prévenu et du civilement responsable à lui verser la somme de 120.000 € à titre de dommages et intérêts et celle de 5.000 € sur le fondement des dispositions de l'article 475-1 du code de procédure pénale, outre la publication du jugement à intervenir dans le journal "Le Figaro" ainsi que sur la page d'accueil du site internet [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr).

Une offre de preuve a été notifiée par Marc FEUILLEE le 21 mars 2014.

A l'audience du 28 mai 2014, le tribunal a fixé à la somme de 1.000 euros le montant de la consignation, qui a été versée le 5 juin 2014, et a renvoyé l'affaire aux audiences des 27 Juin 2014, 26 septembre 2014, 12 décembre 2014, 6 mars 2015 à 13h30, pour relais et 15 mai 2015, à 13h30, même chambre, pour examen au fond.

A cette dernière audience, à l'appel de la cause, la présidente a constaté que les parties étaient représentées par leur conseil respectif, puis elle a donné connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal.

Avant toute défense au fond, le conseil du prévenu et du civilement responsable a développé ses conclusions d'exception de procédure tendant à la nullité de la citation directe au regard des dispositions de l'article 53 de la loi du 29 juillet 1881.

Après avoir entendu les explications des parties sur les incidents et en avoir délibéré, le tribunal a décidé de rendre un jugement séparé en application du dernier alinéa de l'article 459 du code de procédure pénale.

A l'issue des débats et conformément aux dispositions de l'article 462 alinéa 2 du code de procédure pénale, les parties ont été informées que le jugement serait prononcé le 5 juin 2015.

~~~~~


A cette date, la décision suivante a été rendue :

Sur les conclusions in limine litis

Le conseil de Marc Feuillée et de la société du Figaro soutient que la citation délivrée le 11 mars 2014 à ses clients est entachée de nullité au regard des dispositions de l'article 53 de la loi du 29 juillet 1881.

Il expose, en premier lieu, que par application de l'article susvisé il appartient au plaignant de préciser non seulement les propos qu'il entend poursuivre, mais également le ou les supports où ils figurent.

Tel ne serait pas le cas en l'espèce, la citation ne permettant pas à M. Feuillée de savoir s'il doit répondre des propos publiés sur la version papier du quotidien Le Figaro, sur le site www.lefigaro.fr ou sur ces deux supports.

En second lieu, il estime que la citation incriminée comporte également une incertitude sur les propos poursuivis, dans la mesure où le premier passage incriminé est rédigé ainsi « *deux salariés de l'Anneau, la société qui gère la sécurité et l'entretien du gratte ciel sont en conflit avec leur employé* », (le soulignement est ajouté) alors que le document annexé à la citation où figurent ces propos comporte, à la place du mot « employé » celui d' « employeur ».

Le conseil de la partie civile sollicite le rejet de cette exception de nullité, estimant d'une part que la citation précise dans ses motifs que le plaignant entend poursuivre les propos publiés sur les deux supports visés, d'autre part que le prévenu ayant fait une offre de preuve, il ne peut prétendre ne pas avoir pu organiser utilement sa défense.

Le ministère public requiert, quant à lui, de faire droit à l'exception de nullité, estimant que les conditions posées par l'article 53 ne sont pas remplies en raison de l'incertitude sur les supports poursuivis.

SUR CE :

L'article 53 de la loi du 29 juillet 1881 dispose notamment, en son premier alinéa, que « *la citation précisera et qualifiera le fait incriminé* ».

Il résulte de ces dispositions que, comme le soutient le conseil du prévenu, la personne poursuivie doit impérativement être fixée avec précision sur l'étendue exacte des propos poursuivis, cette exigence impliquant qu'elle soit éclairée non seulement sur la nature des propos, mais également sur les supports sur lesquels ils figurent, qui constituent autant d'actes de publication distincts.

En l'espèce, force est de constater en premier lieu que la citation incriminée

En l'espèce, force est de constater en premier lieu que la citation incriminée entretient à plusieurs reprises une incertitude quant aux supports poursuivis; qu'elle indique tout d'abord, sur sa page de garde, que M.Feuillée est poursuivi en sa qualité de directeur de publication du journal Le Figaro, ce qui peut laisser supposer que seuls les propos reproduits dans l'édition papier de ce quotidien sont visés; que, toutefois, elle fait état dans le premier paragraphe de sa page 3 de propos diffamatoires figurant à la fois dans l'édition papier du 29 janvier 2014 et sur le site internet www.lefigaro.fr; que dans son dispositif elle ne vise à nouveau M.Feuillée qu'en sa seule qualité de directeur de publication du journal Le Figaro, tout en demandant au tribunal de juger diffamatoires les propos « *diffusés publiquement par voie de presse* » - expression au demeurant imprécise - et sur le site www.lefigaro.fr; qu'elle ne fait par ailleurs jamais référence à l'adresse url de la publication sur internet; qu'en outre, les textes spécifiquement applicables à la communication au public par voie électronique, et notamment l'article 93-3 de la loi du 29 juillet 1881 ne sont jamais mentionnés; que dans ces conditions il y a lieu de relever que le corps de la citation est, à tout le moins, source d'ambiguïté s'agissant des supports concernés.

En second lieu, il convient de souligner que cette ambiguïté n'est en rien levée par les pièces annexées à la citation; qu'en effet la partie civile ne produit, en pièce jointe n° 1, qu'un document émanant de l'argus de la presse, consistant en un montage comportant un article présenté comme provenant du site www.lefigaro.fr et d'autres mentions, telles « *copyright 2013, Argus de la presse, Tous droits réservés* », « *Cible Grand Public* », ou « *Dynamisme 394 pages nouvelles en moyenne sur une semaine* »; qu'il est ainsi patent que, contrairement au libellé du bordereau de pièces de la partie civile, ce document n'est pas un « *extrait du site internet « www.lefigaro.fr »* » mais une pièce élaborée par un tiers au site concerné; qu'enfin, aucun extrait de la version papier du journal Le Figaro n'est produit; que par conséquent, M.Feuillée n'est à aucun moment susceptible de déterminer avec précision l'étendue des poursuites diligentées à son encontre et que l'exception de nullité soulevée en défense doit, partant, être accueillie, sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens évoqués.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, statuant publiquement, en premier ressort et **contradictoirement** à l'égard de Marc FEUILLEE, prévenu (article 411 du code de procédure pénale), de la Société du FIGARO, civilement responsable (article 415 du code de procédure pénale), à l'égard de la société L'ANNEAU, partie civile (article 424 du code de procédure pénale);

Fait droit à l'exception de nullité soulevée en défense ;

17ème Ch.

Déclare nulle la citation directe délivrée le 11 mars 2014, ainsi que les poursuites subséquentes,

et le présent jugement ayant été signé par la présidente et la greffière.

LA GREFFIERE

Malayin

LA PRESIDENTE



Donnée en expédition certifiée conforme
Le Greffier en Chef.





14/04/2023 13:08

Légipresse

Légipresse 2016 p.77

Nullité d'une citation ne permettant pas de connaître avec précision le support de diffusion poursuivi

Tribunal de grande Instance de Paris, 15 janvier 2016, n° 14-22.4000424

■ ■ ■

Un écrivain avait fait citer devant le tribunal correctionnel du chef de diffamation publique le directeur de la publication d'un journal à la suite de la parution d'un article dans lequel il était visé, illustré d'un dessin satirique. L'article était également diffusé sur Internet. Le journaliste qui avait écrit l'article, l'illustratrice auteur du dessin ainsi que la société éditrice du journal étaient aussi poursuivis. Les prévenus avaient soulevé *In limine litis* la nullité de la citation sur le fondement de l'article 53 de la loi du 29 juillet 1881, estimant la citation non articulée, le support de diffusion non suffisamment précisé et les imputations poursuivies ambiguës.

Le tribunal relève que la citation fait état sur une de ses pages de la publication de l'article « *dans le magazine* », désigné par son numéro et sa semaine de parution, tandis que dans une autre page est indiqué : « *dans cet article diffusé également sur Internet* ». Il est fait état tantôt de la nécessité de supprimer cet article « *sur Internet ou dans des éditions à paraître* », tantôt « *par voie de publication directe d'imprimé mis en vente* ». Il s'ensuit que la citation ne permet pas aux prévenus de connaître quel est le support de diffusion poursuivi, puisque celle-ci envisage parfois la seule publication papier et à d'autres passages la publication papier et Internet. Le tribunal estime que les prévenus, à la lecture de la citation ne sont pas non plus en mesure de connaître avec la précision requise par les dispositions de la loi sur la liberté de la presse, l'objet exact de l'incrimination, au regard des mentions divergentes apparaissant dans les motifs et dans le dispositif. Les juges concluent que la citation doit être déclarée nulle en son entier, de même que l'ensemble des poursuites subséquentes.

Mots clés :
PROCEDURE

Copyright 2023 - Dalloz – Tous droits réservés

COUR D'APPEL DE PARIS



Pôle 2 - Ch.7

(12 pages)

Prononcé publiquement le jeudi 09 septembre 2021, par le Pôle 2 - Chambre 7 des appels correctionnels,

Sur appel d'un jugement du tribunal judiciaire de Paris - 17ème chambre - du 11 décembre 2020, (P16159000569).

PARTIES EN CAUSE :

Prévenu

CANTONA Eric, Daniel, Pierre

Né le 24 mai 1966 à MARSEILLE, BOUCHES-DU-RHONE (013)

Fils de CANTONA Albert et de RAURICH Léonore

De nationalité française

Comédien, marié

Ayant élu domicile chez Maître BEKERMANN, demeurant 74 avenue de Wagram - 75017 PARIS

Libre

intimé

Non comparant, représenté par Maître BEKERMANN Céline, avocat au barreau de PARIS, vestiaire K170

Ministère public

non appelant

Partie civile

DESCHAMPS Didier

Ayant élu domicile chez Maître BRUSA, demeurant 68 rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS

appelant

Non comparant, représenté par Maître BRUSA Carlo Alberto, avocat au barreau de PARIS, vestiaire D1933, et par Maître TASTET Elise, avocat au barreau de PARIS, vestiaire D1933

COPIE CONFORME

délivrée le : 13 09 21

à Me BEKERMANN

K170

POURVOI *par Me*

le 13/09/2021 par

Didier DESCHAMPS

COPIE CONFORME

délivrée le : 13.09.21

à Me BRUSA

D1933

n° rg : 21/00250

Composition de la cour
lors des débats et du délibéré :

président : Jean-Michel AUBAC
conseillers : Anne RIVIERE
Anne CHAPLY

Greffier
Margaux MORA aux débats et au prononcé,

Ministère public
représenté aux débats par Anne-Françoise TISSIER, avocat général et au
prononcé de l'arrêt par Marie-Lucie DIVIALLE, avocat général,

LA PROCÉDURE :

La saisine du tribunal et la prévention

CANTONA Eric, Daniel, Pierre a été poursuivi par ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel rendue par un juge d'instruction de Paris le 18 juillet 2017, à la suite de la plainte avec constitution de partie civile déposée le 3 juin 2016 par DESCHAMPS Didier, sous la prévention de

DIFFAMATION ENVERS PARTICULIER(S) PAR PAROLE, ECRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE

en l'espèce d'avoir à Londres, à Paris, le 26 mai 2016, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit, par tout moyen de communication au public par voie électronique, commis le délit de diffamation publique envers un particulier, pour avoir, au cours d'une interview accordée au journal *The Guardian*, publiée sur le site *www.theguardian.com*, tenu les propos suivants :

« Benzema est un grand joueur, Ben Arfa est un grand joueur. Mais Deschamps, il a un nom très français. Peut-être qu'il est le seul en France à avoir un nom vraiment français. Personne dans sa famille n'est mélangé avec quelqu'un, vous savez. Comme les Mormons en Amérique ».

« Je ne suis pas surpris qu'il ait utilisé la situation de Benzema pour ne pas le prendre. Surtout après que Manuel Valls ait dit qu'il ne devrait pas jouer pour la France. »

« Ben Arfa est peut-être le meilleur joueur en France aujourd'hui, mais il a des origines. Je suis autorisé à m'interroger à propos de ça. »

« Une chose est sûre, Benzema et Ben Arfa sont deux des meilleurs joueurs français et ne seront pas à l'Euro. Et pour sûr, Benzema et Ben Arfa ont des origines nord-africaines. Donc le débat est ouvert. »

Lesdits propos étant susceptibles de contenir des allégations ou imputations d'un fait portant atteinte à l'honneur ou à la considération de M. Didier DESCHAMPS.

Faits prévus et réprimés par les articles 23 alinéa 1 (concernant la publicité), 29 alinéa 1, 32 alinéa 1 de la loi du 29 juillet 1881.

Le jugement

Le TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS - 17EME CHAMBRE - par jugement contradictoire, en date du 11 décembre 2020, a

* Déclaré recevable l'exception de nullité formulée par Eric CANTONA ;

* Déclaré nulle la plainte avec constitution de partie civile déposée par Didier DESCHAMPS le 3 juin 2016 ainsi que le réquisitoire du 21 décembre 2016.

L'appel

Appel a été interjeté par DESCHAMPS Didier par l'intermédiaire de son conseil, le 16 décembre 2020.

Les arrêts interruptifs de prescription

Par arrêts interruptifs de prescription en date des 25 février 2021 et 1^{er} avril 2021, l'affaire était fixée pour plaider à l'audience du 3 juin 2021.

DÉROULEMENT DES DÉBATS :

A l'audience publique du 03 juin 2021, le président a constaté l'absence du prévenu CANTONA Eric.

Maître BEKERMANN Céline et Maître BRUSA Carlo Alberto ont déposé des conclusions, lesquelles ont été visées par le président et le greffier et jointes au dossier.

Anne CHAPLY a été entendue en son rapport.

Ont été entendus :

Maître BRUSA Carlo Alberto, avocat de la partie civile, en ses plaidoirie et conclusions,

Maître TASTET Elise, avocat de la partie civile, en ses plaidoirie et conclusions,

Le ministère public en ses observations,

Maître BEKERMANN Céline, avocat du prévenu, en ses plaidoirie et conclusions, qui a eu la parole en dernier.

Puis la cour a mis l'affaire en délibéré et le président a déclaré que l'arrêt serait rendu à l'audience publique du 09 septembre 2021.

Et ce jour, le 09 septembre 2021, en application des articles 485, 486 et 512 du code de procédure pénale, et en présence du ministère public et du greffier, Jean-Michel AUBAC, président ayant assisté aux débats et au délibéré, a donné lecture de l'arrêt.

DÉCISION :

Rendue après en avoir délibéré conformément à la loi,

La partie civile et le prévenu étaient représentés par leurs conseils respectifs. Il sera statué contradictoirement à l'égard de toutes les parties.

Sur la recevabilité et la portée de l'appel

L'appel de la partie civile a été interjeté dans les formes et délai de la loi ; il sera donc déclaré recevable.

Si d'après l'article 497 du code de procédure pénale, la faculté d'appeler appartient "à la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement", il n'en est ainsi qu'à l'égard des dispositions par lesquelles les premiers juges ont statué au fond et cette restriction n'a pas lieu lorsqu'il n'a été statué que sur la validité de la poursuite. L'appel de la partie civile sur les dispositions annulant la plainte avec constitution de partie civile et la procédure subséquente saisit ainsi la cour tant de l'action publique que de l'action civile.

Sur les exceptions de nullité

La 17ème chambre correctionnelle du tribunal judiciaire de Paris a, dans son jugement séparé sur la nullité invoquée par la défense, du 11 décembre 2020, déclaré recevable l'exception de nullité et a annulé la procédure pour les motifs suivants :

"Sur la recevabilité de l'exception de nullité,

L'arrêt par lequel la chambre de l'instruction s'est prononcée le 27 juin 2018 relativement à la nullité alléguée de la plainte avec constitution de partie civile déposée le 3 juin 2016 par Didier DESCHAMPS, dépourvu de l'autorité de la chose jugée laquelle ne peut s'attacher qu'aux décisions sur le fond en matière de presse, ne lie pas le juge du fond de la diffamation, lequel, saisi par la plainte avec constitution de partie civile qui fixe irrémédiablement l'objet, la nature et l'étendue des poursuites, doit vérifier sa conformité aux exigences de l'article 50 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, les mêmes moyens pouvant être appréciés différemment par le juge du fond et par la chambre de l'instruction.

L'exception de nullité soulevée par Eric CANTONA est recevable.

Sur la pertinence de l'exception de nullité,
(...)

Il apparaît, au vu de la plainte suscitée, que après avoir annoncé en première page que la plainte est déposée « en raison des propos tenus par Monsieur Eric CANTONA, ancien joueur professionnel de football, publiés le 26 mai 2016 par le journal anglais THE GUARDIAN au sein d'un article intitulé « Eric Cantona croit que Didier Deschamps pourrait avoir exclu des joueurs français pour des motifs raciaux ». », la plainte précise page 4 dans le paragraphe 1.3 « Les faits litigieux » que « le 26 mai 2016, Monsieur Didier DESCHAMPS a pris connaissance de propos livrés par Monsieur Eric CANTONA, ancien joueur professionnel de football et ancien membre de l'Équipe de France, et publiés par le journal anglais THE GUARDIAN » dans les termes suivants inclus dans un encadré page 4, certains termes étant en gras et soulignés dans la plainte sans explication particulière à ce sujet :

« Benzema est un grand joueur, Ben Alfa est un grand joueur. Mais Deschamps, il a un nom très français. Peut-être qu'il est le seul en France à avoir un nom vraiment français. Personne dans sa famille n'est mélangé avec quelqu'un, vous savez. Comme les Mormons en Amérique »

« Je ne suis pas surpris qu'il ait utilisé la situation de Benzema pour ne pas le prendre. Surtout après que Manuel Valls ait dit qu'il ne devrait pas jouer pour la France. »
« Ben Arfa est peut-être le meilleur joueur en France aujourd'hui, mais il a des origines. Je suis autorisé à m'interroger à propos de ça. »

« Une chose est sûre, Benzema et Ben Arfa sont deux des joueurs français et ne seront pas à l'Euro. Et pour sûr, Benzema et Ben Arfa ont des origines nordafricaines. Donc le débat est ouvert »

Il résulte déjà une première interrogation sur l'étendue des propos poursuivis (la totalité des propos ou seulement ceux qui sont soulignés) de cette présentation alors que certains propos non soulignés et ne figurant pas en caractère gras paraissent pouvoir se rattacher très étroitement à l'imputation que poursuit la partie civile de délit de discrimination raciale, singulièrement le passage : Je ne suis pas surpris qu'il ait utilisé la situation de Benzema pour ne pas le prendre. Surtout après que Manuel Valls ait dit qu'il ne devrait pas jouer pour la France. »

En outre, le propos : « Une chose est sûre, Benzema et Ben Arfa sont deux meilleurs joueurs français et ne seront pas à l'Euro. Et pour sûr, Benzema et Ben Arfa ont des origines nordafricaines. Donc le débat est ouvert » est en gras et souligné différemment page 4 tel précédemment mentionné et page 5 où seuls sont en gras et souligné les mots ci-dessus, ce qui ajoute au trouble.

De même, se trouve souligné et placé en gras différemment page 7 et page 4 de la plainte le passage :

« Benzema est un grand joueur, Ben Arfa est un grand joueur. Mais Deschamps, il a un nom très français. Peut-être qu'il est le seul en France à avoir un nom vraiment français. Personne dans sa famille n'est mélangé - avec quelqu'un, vous savez. Comme les Mormons en Amérique ». seuls étant en gras et soulignés page 7 les propos ci-dessus.

Une seconde interrogation naît page 5 de la plainte, toujours dans la partie consacrée aux « faits litigieux », de la mention de ce que « Monsieur Eric CANTONNA a réitéré ses attaques envers Monsieur Didier DESCHAMPS, dans une interview publiée par le journal français LIBERATION dans son édition du 2 juin 2016 en déclarant : « Il paraît qu'il va m'attaquer en justice, s'amuse CANTONA. C'est bien la première fois qu'il passera position défensive à une position offensive, il verra si c'est si facile (...) » (les propos étant en gras et soulignés dans le texte), cette présentation parallèle aux propos déjà en gras et soulignés dans la plainte pouvant amener, sans certitude, à considérer que ces propos pourraient être également poursuivis, d'autant que la « publication de ces propos » est ensuite qualifiée par le plaignant de propos par lesquels Éric CANTONA « a réussi à (le) jeter en pâture par ses propos avilissants », étant précisé que « dès le lendemain de leur publication, Monsieur Didier DESCHAMPS a adopté une position claire et précise en indiquant que ces allégations calomnieuses et diffamatoires feraient l'objet de poursuites sur le plan judiciaire ».

Une ambiguïté résulte ainsi de l'incertitude sur le point de savoir si les propos publiés dans le journal Libération sont également poursuivis au titre de la diffamation ou s'il s'agit d'un élément factuel complémentaire, donné à titre d'information, pour « illustrer et colorer le contexte relatif aux propos querellés aux fins d'établir l'éventuelle intention de nuire », comme le soutient la partie civile, à la suite de la description de l'article publié dans l'édition de The Guardian et non comme une publication poursuivie de façon autonome.

Cette incertitude est renforcée par la circonstance que figure en page 7 de la plainte : « les propos tenus par Monsieur Eric CANTONA, publiés dans le journal anglais THE GUARDIAN, dans son édition du 26 mai 2016, et repris dans des centaines de journaux, magazines, émissions de télévision, de radio ainsi que sur la toile, sont constitutifs de l'infraction de diffamation publique en ce qu'ils imputent à Monsieur Didier DESCHAMPS le délit de discrimination raciale »

Elle est accentuée sans s'y limiter, par la présence page 13 dans la partie II.2.3 « Sur l'intention de nuire » du paragraphe :

« Que l'intention de nuire est d'autant plus certaine que, non content des propos tenus le 26 mai 2016, il a confirmé et réitéré ses accusations dans l'article du quotidien

LIBERATION du 2 juin 2016 », d'autant que figure page 14 la mention « que diffamations souffertes par Monsieur Didier DESCHAMPS traduisent une évidente intention de nuire en ce qu'elles visent à ébranler le respect que ce dernier a acquis dans l'exercice de sa vie professionnelle », l'emploi du pluriel militait pour des poursuites visant les propos de Libération comme de The Guardian, tandis que la première page n'évoquait qu'une édition papier de The Guardian.

De même, le propos indiquant que « les propos précités sont susceptibles de relever de la qualification pénale de diffamation (...) » semble englober, en contradiction avec ce qui était annoncé au début de la plainte, les propos publiés dans le journal Libération, voire dans les multiples magazines évoqués.

Enfin, le prévenu ne peut que concevoir un doute sur le support poursuivi, journal papier de The Guardian tel que mentionné en pages 1, 4 et 7 de la plainte ou publication sur le site internet du journal dont une page est annexée à la plainte à l'exclusion de la version papier mais qui n'est pas évoquée dans le corps de la plainte ou encore à la fois les deux supports papier et en ligne.

La précision sur le support poursuivi est pourtant fondamentale dès lors que le délit de diffamation étant une infraction instantanée, il est constitué à chaque publication qui constitue un délit autonome. En outre le prévenu invoque des différences entre l'article publié sur le site de The Guardian et celui publié dans l'édition papier dont la partie civile ne démontre pas qu'ils soient identiques.

Ni le surplus de la plainte ni le dispositif ne permettent de remédier à ces doutes.

Il résulte ainsi de l'examen de la plainte des incertitudes qui ne permettent ni au prévenu ni au tribunal de savoir précisément si sont argués de diffamation :

les seuls propos reproduits dans la plainte tels que publiés sur le site internet du journal The Guardian (dont il convient de souligner qu'il n'est pas mentionné dans la plainte) ou uniquement ceux publiés dans le journal papier de ce magazine anglais, ou à la fois l'un et l'autre, en outre les propos publiés dans le journal Libération tels que reproduits et partiellement soulignés dans la plainte, selon une présentation comparable à celle des propos du « journal The Guardian », parmi les propos reproduits la totalité d'entre eux ou seulement ceux qui sont soulignés, différents selon leur emplacement dans la plainte.

Contrairement à ce que soutient la partie civile, le fait que seule une page du site internet de The Guardian figure en annexe, ne suffit pas à lever l'équivoque.

Le fait que le juge d'instruction ait identifié qu'était poursuivie la publication sur le site internet du journal The Guardian à l'exclusion de toute autre ne permet pas d'annihiler les incertitudes que la lecture de la plainte était de nature à faire naître.

Il apparaît dès lors, compte tenu de cette imprécision sur la teneur exacte des propos poursuivis et sur les supports de publication que la plainte ne respecte pas les conditions posées par l'article 50 susvisée, ce qui engendre une incertitude quant à l'étendue des faits dont avait à répondre le prévenu et ne lui permettait pas dès réception de la citation de connaître exactement les moyens de défense qu'il devrait opposer.

Compte tenu de ces éléments, il doit être considéré que tant la plainte avec constitution de partie civile du 3 juin 2016 que le réquisitoire du 21 décembre 2016 sont nuls et que par conséquent le tribunal n'est pas valablement saisi".

Devant la cour,

Aux termes de ses conclusions développées oralement par son conseil, le prévenu demande à la cour de :

- confirmer la décision entreprise en ce qu'elle a jugé l'exception de nullité recevable et en ce qu'elle a prononcé la nullité de la plainte avec constitution de partie civile déposée par Didier DESCHAMPS le 3 juin 2016, du réquisitoire introductif du 21 décembre 2016 et de l'ensemble de la procédure,
- en conséquence, constater que le tribunal n'est pas valablement saisi de l'affaire et renvoyer Didier DESCHAMPS à mieux se pourvoir,

- le condamner à verser à Éric CANTONA la somme de 5 000 euros sur le fondement de l'article 475-1 du code de procédure pénale ainsi qu'aux dépens.

Sur la recevabilité, il fait valoir qu'en matière de presse, il reste recevable, même après décision de la chambre de l'instruction relative à la nullité alléguée, à présenter ce moyen devant le tribunal, l'arrêt de la chambre de l'instruction étant dépourvu d'autorité de la chose jugée d'une part et le tribunal, en matière d'infractions de presse, étant saisi par la plainte avec constitution de partie civile d'autre part.

Sur le bien-fondé de la nullité, il fait valoir une violation des dispositions de l'article 50 de la loi du 29 juillet 1881 et invoque plusieurs incertitudes :

- quant à l'étendue des propos poursuivis, dès lors que, après avoir annoncé vouloir poursuivre les propos "publiés le 26 mai 2016 par le journal anglais THE GUARDIAN", la suite de la plainte vise également d'autres déclarations publiées par "le journal français LIBERATION dans son édition du 2 juin 2016", reproduits en caractère gras et soulignés,
- quant à la détermination des propos poursuivis, dès lors, d'une part, qu'il résulte une première interrogation sur l'étendue des propos, certains passages des propos cités sont soulignés et d'autres pas, d'autres encore sont en gras et soulignés différemment.
- quant au(x) support(s) poursuivi(s), dès lors qu'il n'est pas possible de savoir s'il poursuit le journal THE GUARDIAN édition papier, son site internet ou bien les deux supports de diffusion, l'équivoque étant renforcée par le fait que les propos reproduits en page 4 de la plainte comme étant ceux publiés dans le journal anglais THE GUARDIAN ne coïncident pas avec ceux figurant dans la pièce n° 1 correspondant au site internet.

Par conclusions développées à l'audience par ses conseils, la partie civile appelante demande à la cour de :

- infirmer le jugement en ce qu'il a dit recevable l'exception de nullité, à titre subsidiaire,
- infirmer le jugement en ce qu'il a annulé la plainte avec constitution de partie civile et le réquisitoire,
- renvoyer le dossier à la 17ème chambre correctionnelle du tribunal judiciaire de Paris pour examen au fond de l'affaire à la première date utile,
- condamner Éric CANTONA à verser à Didier DESCHAMPS la somme de 5 000 euros sur le fondement de l'article 475-1 du code de procédure pénale et aux entiers dépens.

Sur l'irrecevabilité de l'exception de nullité, elle fait valoir que la position de la 17ème chambre considérant qu'elle n'est pas tenue par l'arrêt de la chambre de l'instruction est source d'insécurité juridique et est contraire au principe général de la purge des nullités de l'article 174, alinéa 1, du code de procédure pénale, que l'autorité de la chose jugée d'un arrêt de la chambre de l'instruction s'impose à toutes les parties à la même procédure portant sur les mêmes faits.

Sur le rejet de l'exception de nullité, elle explique que la plainte avec constitution de partie civile comporte plusieurs parties, que la partie "I.3 Les faits litigieux" rapporte des morceaux choisis des propos poursuivis et leurs conséquences, alors que la partie "II.2 La tenue de propos diffamatoires par l'imputation à Monsieur Didier DESCHAMPS du délit de discrimination raciale" analyse les propos poursuivis, seuls les propos de l'encadré y sont repris et il n'y est pas fait allusion à une version papier du journal, les autres articles de presse sont cités pour démontrer l'atteinte portée à l'honneur et à la considération de M. DESCHAMPS et celui de LIBERATION sur l'intention de nuire, précisant que le seul article produit est l'article du site internet THE GUARDIAN.

L'avocat général s'interroge sur l'utilité de requérir la nullité devant la juridiction fond alors qu'elle a déjà été tranchée devant la chambre de l'instruction.

SUR CE

Sur la recevabilité de l'exception de nullité :

Les dispositions de l'article 50 de la loi sur la presse tendent à garantir les droits de la défense, elles sont substantielles et prescrites à peine de nullité de la poursuite elle-même. Il appartient au juge du fond de s'assurer du respect de ces dispositions d'ordre public.

Il en résulte que le dernier alinéa de l'article 179 du code de procédure pénale selon lequel l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel couvre s'il en existe les vices de procédure, ne s'applique pas en matière d'infractions à la législation sur la presse, le tribunal correctionnel devant apprécier l'acte initial de poursuite au regard de l'article 50 de la loi du 29 juillet 1881.

Si ce principe n'interdit pas de soulever la nullité de l'article 50 dans le cadre de l'information, l'arrêt de la chambre de l'instruction rejetant la nullité n'est pas définitif au regard de l'article 59, alinéa 2, de la même loi et ne lie pas le tribunal ultérieurement saisi, permettant ainsi au prévenu de soulever à nouveau la nullité de l'article 50 devant lui.

En conséquence, la décision des premiers juges déclarant recevable l'exception de nullité sera confirmée.

Sur l'exception de nullité :

Il convient à cet égard de rappeler :

- qu'en matière de délits de presse, l'acte initial de poursuite fixe définitivement et irrévocablement la nature et l'étendue de celle-ci quant aux faits et à leur qualification ;
- que, d'une part, pour pouvoir mettre l'action publique en mouvement, dans le cas d'infractions à la loi du 29 juillet 1881, la plainte avec constitution de partie civile doit répondre aux exigences de l'article 50 de cette loi ;
- qu'elle doit, à peine de nullité, articuler, qualifier précisément le fait incriminé et viser le texte de loi applicable à la poursuite, ce qui s'entend du texte répressif, et ce afin que le prévenu puisse connaître, dès sa lecture et sans équivoque, les faits dont il aura exclusivement à répondre, l'objet exact de l'incrimination et la nature des moyens de défense qu'il peut y opposer ;
- qu'en particulier, les propos poursuivis doivent être clairement définis ; que s'ils sont très longs et contiennent de nombreux faits, il est en outre nécessaire que la plainte indique la ou les imputations que la partie civile y distingue ;
- que, d'autre part, si la plainte incomplète ou irrégulière peut être validée par le réquisitoire introductif, c'est à la double condition que celui-ci soit lui-même conforme aux prescriptions de l'article 50 et qu'il soit intervenu dans le délai de la prescription ;
- que la plainte entachée de nullité n'a pas interrompue ;
- que les dispositions de l'article 50 de la loi sur la presse tendent à garantir les droits de la défense ; qu'elles sont substantielles et prescrites à peine de nullité de la poursuite elle-même.

Toutefois, la nullité ne peut être prononcée que si l'acte introductif d'instance a pour effet de créer une incertitude dans l'esprit de la personne poursuivie quant à l'étendue et la nature des faits dont elle a à répondre.

C'est donc le contenu de la plainte qu'il convient d'examiner au regard de ces principes et des moyens de nullité soulevés.

En l'espèce, la plainte avec constitution de partie civile déposée par Didier DESCHAMPS est divisée en trois parties dont les titres sont les suivants :

- I. Exposé des faits
- II. Sur la qualification juridique des faits : le délit de diffamation publique par imputation du délit de discrimination raciale est constitué en tous ses éléments
- III. Le préjudice causé à Monsieur Didier DESCHAMPS est considérable

Dans l'exposé des faits, la plainte vise les propos suivants dans un encadré :

"Benzema est un grand joueur, Ben Arfa est un grand joueur. Mais Deschamps, il a un nom très français. Peut-être qu'il est le seul en France à avoir un nom vraiment français. Personne dans sa famille n'est mélangé avec quelqu'un, vous savez. Comme les Mormons en Amérique".

"Je ne suis pas surpris qu'il ait utilisé la situation de Benzema pour ne pas le prendre. Surtout après que Manuel Valls ait dit qu'il ne devrait pas jouer pour la France".

"Ben Arfa est peut-être le meilleur joueur en France aujourd'hui, mais il a des origines. Je suis autorisé à m'interroger à propos de ça".

"Une chose est sûre, Benzema et Ben Arfa sont deux des meilleurs joueurs français et ne seront pas à l'Euro. Et pour sûr, Benzema et Ben Arfa ont des origines nord-africaines. Donc le débat est ouvert".

Précisant que "par ses propos, Monsieur Eric CANTONA a imputé le délit de discrimination raciale au sélectionneur de l'Équipe de France de football".

Les propos poursuivis sont donc expressément visés dans cet encadré.

Dans la seconde partie, le premier titre rappelle les principes et le second évoque les propos poursuivis en ces termes :

"Ben Arfa est peut-être le meilleur joueur en France aujourd'hui, mais il a des origines. Je suis autorisé à m'interroger à propos de ça".

"Une chose est sûre, Benzema et Ben Arfa sont deux des meilleurs joueurs français et ne seront pas à l'Euro. Et pour sûr, Benzema et Ben Arfa ont des origines nord-africaines. Donc le débat est ouvert".

Qu'autrement dit, au travers de ses propos, Monsieur Eric CANTONA indique que Monsieur Didier DESCHAMPS n'aurait pas sélectionné Messieurs Karim BENZEMA et Hatem BEN ARFA uniquement en raison de leurs origines nord africaines. Que pour renforcer le caractère raciste de ses propos, Monsieur Eric CANTONA reproche à Monsieur Didier DESCHAMPS de n'être « que français » puisqu'il indique :

"Deschamps, il a un nom très français. Peut-être qu'il est le seul en France à avoir un nom vraiment français. Personne dans sa famille n'est mélangé avec quelqu'un, vous savez. Comme les Mormons en Amérique".

Dans cette partie, la partie civile explique en quoi elle considère les propos poursuivis comme diffamatoires et en quoi ils lui imputent un délit de discrimination raciale, mettant l'accent sur certains passages des propos repris dans l'encadré.

Les autres paragraphes ne font que soit contextualiser les propos soit développer le préjudice subi.

Certes, il est exact que certains passages sont soulignés et en gras, de manière différente dans chacune des deux parties précitées de la plainte, et que le sens de cette présentation typographique n'est jamais explicité.

Mais à aucun moment la plainte n'indique que seuls les passages soulignés et en gras seraient poursuivis, ce qui n'aurait d'ailleurs aucun sens s'agissant notamment

d'expressions comme "*une chose est sûre*" ou "*Et pour sûr*" qui sont soulignées et en gras dans la plainte, la lecture de la plainte ne peut donc nullement laisser penser au prévenu que les propos soulignés et en gras seraient les seuls poursuivis.

En tout état de cause, il n'en résulte aucune ambiguïté sur la délimitation des passages incriminés, dès lors qu'ils ont été reproduits dans un encadré permettant de clairement les identifier. Il ne fait aucun doute que la partie civile a utilisé ce procédé typographique pour attirer l'attention sur certains propos ou mettre l'accent sur l'affirmation des propos, sans incidence particulière.

Concernant les propos publiés dans LIBERATION, contrairement à ce qu'a retenu le tribunal correctionnel, ils ne sont pas poursuivis au titre des propos considérés comme diffamatoires dans le cadre de la présente procédure. En effet, la plainte est introduite par les propos suivants :

Mon client souhaite déposer entre vos mains une plainte pour dénoncer les faits de diffamation publique dont il a été victime en raison des propos tenus par Monsieur Eric CANTONA, ancien joueur professionnel de football, publiés le 26 mai 2016 par le journal anglais THE GUARDIAN au sein d'un article intitulé « Eric Cantona croit que Didier Deschamps pourrait avoir exclu des joueurs français pour des motifs raciaux »

Si dans l'exposé des faits, la plainte mentionne :

Que Monsieur CANTONA a réitéré ses attaques envers Monsieur Didier DESCHAMPS, dans un interview publié par le journal français LIBERATION dans son édition du 2 juin 2016, en déclarant :

« Il paraît qu'il va m'attaquer en justice, s'amuse Cantona. C'est bien la première fois qu'il passera d'une position défensive à une position offensive, il verra si c'est si facile... »

Ils n'apparaissent pas dans l'encadré ni dans le paragraphe II sur la qualification juridique des faits et ne sont à nouveau mentionnés dans la plainte que dans le titre intitulé "sur l'intention de nuire" à titre d'illustrations du contexte relatif aux propos querellés aux fins d'établir l'éventuelle intention de nuire.

Si cette présentation est maladroite, elle ne crée pas pour autant une ambiguïté dans les propos poursuivis qui se limitent à ceux publiés dans THE GUARDIAN.

Le fait que la plainte continue en indiquant :

« les propos tenus par Monsieur Eric CANTONA, publiés dans le journal anglais THE GUARDIAN, dans son édition du 26 mai 2016, et repris dans des centaines de journaux, magazines, émissions de télévision, de radio ainsi que sur la toile, sont constitutifs de l'infraction de diffamation publique en ce qu'ils imputent à Monsieur Didier DESCHAMPS le délit de discrimination raciale »

et alors qu'aucun développement ne concerne les autres médias pour lesquels aucun contenu n'est mentionné dans la plainte et aucune pièce n'est produite, n'est pas davantage source d'incertitude. Il ne fait aucun doute que leur évocation vague et générale n'est là que pour illustrer le contexte et les conséquences des propos considérés comme diffamatoires par la partie civile, et l'emploi du pluriel dans le passage suivant de la plainte :

« que les diffamations souffertes par Monsieur Didier DESCHAMPS traduisent une évidente intention de nuire en ce qu'elles visent à ébranler le respect que ce dernier a pu acquérir dans l'exercice de sa vie professionnelle »,

n'est pas suffisant à créer le doute dans l'esprit du prévenu sur l'étendue exacte des passages incriminés.

Reste le doute prétendu sur le support poursuivi, journal papier de The Guardian ou publication sur le site internet du journal dont une page est annexée à la plainte à l'exclusion de la version papier ou encore à la fois les deux supports papier et en ligne.

La plainte mentionne constamment, au titre des propos poursuivis, les propos publiés dans le journal THE GUARDIAN dans son édition du 26 mai 2016, sans autre précision. Ce n'est qu'à la lecture des pièces jointes que le prévenu peut constater que seul est produit l'article publié sur le site internet du journal THE GUARDIAN.

Le prévenu invoque des différences entre l'article publié sur le site de THE GUARDIAN et celui publié dans l'édition papier, différences du fait de la présence d'autres propos et de propos différents, sans que l'on sache si cela tient aux aléas de la traduction ou à une réelle différence entre les publications.

La partie civile prétend que la version papier n'a pas été annexée en pièce à sa plainte et qu'à aucun moment elle n'a été évoquée ou ses propos rapportés. Elle fait valoir que la chambre de l'instruction ne s'y est pas trompée jugeant que la pièce n° 1 permet de considérer que seul le site internet du journal est concerné par la plainte et que tant le juge d'instruction, le doyen des juges d'instruction que le réquisitoire du ministère public ont tous considéré que seul le site internet était concerné.

La précision sur le support poursuivi est cependant importante dès lors que le délit de diffamation étant une infraction instantanée, il est constitué à chaque publication qui constitue un délit autonome.

Or, en visant les propos publiés dans le journal THE GUARDIAN dans son édition du 26 mai 2016 sans autre précision, le prévenu ne peut savoir si seuls les propos publiés sur le site sont poursuivis au vu de la pièce jointe ou si ceux publiés dans le journal papier du même jour sont également poursuivis.

Il en résulte que le prévenu ne pouvait avoir de certitude sur l'objet de la plainte. En conséquence, le jugement sera confirmé, la plainte avec constitution de partie civile n'étant pas conforme aux prescriptions de l'article 50 de la loi du 29 juillet 1881.

Sur les autres demandes :

La partie civile, qui succombe, sera déboutée de sa demande sur le fondement de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

Quant au prévenu, il n'est pas recevable à former une demande sur le même fondement.

PAR CES MOTIFS

LA COUR,

Statuant publiquement et **contradictoirement**,

Déclare recevable l'appel interjeté par la partie civile,

Confirme le jugement du tribunal correctionnel de Paris en date du 11 décembre 2020 en toutes ses dispositions,

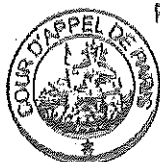
Y ajoutant,

Déboute la partie civile de sa demande au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale,

Déclare le prévenu irrecevable en sa demande formée en application de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

Le présent arrêt est signé par Jean-Michel AUBAC, président et par Margaux MORA, greffier.

LE PRÉSIDENT



POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le Greffier en Chef

LE GREFFIER



**Tribunal Judiciaire de Paris
17e chambre correctionnelle**

Jugement du : 12/10/2022
N° minute : 2
N° parquet : 19304000721

Plaidoiries : 04/07/2022

Prononcé : 12/10/2022

COPIE DE TRAVAIL

Mohammed BEDJAOU

C/

DE VAISSIERE Grégoire, Alain, Marie

LOUAIL épouse LUSSATO Céline

MOTIFS

L'article 50 de la loi du 29 juillet 1881 énonce que le ministère public est tenu, dans son réquisitoire, d'articuler et de qualifier les diffamations à raison desquelles la poursuite est intentée, avec indication des textes dont l'application est demandée, à peine de nullité du réquisitoire introductif.

En matière de presse, la saisine du tribunal consécutive au dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile, est en effet fixée par les termes et moyens exposés dans cet acte, combinés avec ceux du réquisitoire introductif du Parquet, faisant lui-même suite à cette plainte. Ainsi pour pouvoir mettre l'action publique en mouvement, dans le cas d'infractions à la loi du 29 juillet 1881, la plainte avec constitution de partie civile doit répondre aux exigences de l'article 50 de cette loi.

Elle doit, à peine de nullité, qualifier précisément le fait incriminé et viser le texte de loi applicable à la poursuite, ce qui s'entend du texte répressif, et ce afin que le prévenu puisse connaître, dès sa lecture et sans équivoque, les faits dont il aura exclusivement à répondre, l'objet exact de l'incrimination et la nature des moyens de défense qu'il peut y opposer. D'autre part, si la plainte incomplète ou irrégulière peut être validée par le réquisitoire introductif, c'est à la double condition que celui-ci soit lui-même conforme aux prescriptions de l'article 50 et qu'il soit intervenu dans le délai de la prescription que la plainte entachée de nullité n'a pas interrompue.

Les dispositions de l'article 50 de la loi sur la presse tendent à garantir les

droits de la défense. Elles sont substantielles et prescrites à peine de nullité de la poursuite elle-même.

En l'espèce, la partie civile annonce son intention de se constituer partie civile dès la première page de sa plainte « à raison d'imputations diffamatoires envers un particulier, au sens des articles 29 alinéa 1er et 32 alinéa 1er de loi du 29 juillet 1881, publiés le 25 juillet 2019 par « L'Obs » (version papier et internet) dans le cadre d'un article intitulé « L'Oligarchie sur Seine » ». A ce stade de la lecture, il se comprend que les propos poursuivis, précisés ensuite, se situent au sein d'un article identique, publié dans la version papier du magazine ainsi que sur son site internet.

Les pièces annexées à la plainte (pièce n°3 « L'article « Oligarchie sur Seine » publié en version papier et en version numérique le 25 juillet 2019 » qui contient en réalité, le seul fac-similé de l'article paru dans l'édition papier du magazine, n°4 « procès-verbal de constat d'huissier du 11 octobre 2019 » relatif à la publication de l'article sur le site internet www.nouvelobs.com qui comporte des captures d'écran de l'article en pages 12 à 17) montrent que, contrairement à ce qu'il s'évince de la formulation de la plainte, les deux articles publiés dans la version papier et sur internet, ne sont pas identiques :

- leurs titres diffèrent : l'article paru dans l'édition papier du journal l'OBS est intitulé « « Oligarchie sur Seine » tandis que l'article publié sur le site internet l'est « Cette oligarchie algérienne qui investit en masse dans l'immobilier parisien »,
- leurs paragraphes introductifs, ou chapô, présentent également une différence, celui correspondant à l'article publié dans l'édition papier (« Depuis des décennies, ministres, hauts fonctionnaires et grands patrons algériens investissent dans les plus beaux quartiers de la capitale ») étant plus court que celui de l'article publié sur internet (« Depuis des décennies, ministres, hauts fonctionnaires et grands patrons algériens investissent dans les plus beaux quartiers de la capitale. D'où provient l'argent ? »),
- des intertitres sont placés différemment ou ajoutés dans la version publiée sur internet (ainsi le deuxième paragraphe du deuxième passage poursuivi est situé sous l'intertitre « La partie émergée de l'iceberg », placé ailleurs dans la version papier, et les intertitres « Marchés publics contre pots de vin » et « Présomption de bien illicitement acquis » ont été ajoutés dans la version internet),
- le paragraphe « De Londres à Dubai » est présenté dans un encart distinct des articles, situé à la fin de la première partie pour l'article publié dans la version papier de l'OBS et à la fin de l'article lui-même pour la version internet.

Ainsi, les propos poursuivis ont été publiés sur deux supports différents s'agissant de deux articles publiés pour l'un dans l'édition papier de l'OBS, pour l'autre mis en ligne sur le site internet www.lenouvelobs.com, qui présentent d'importantes similarités mais n'en demeurent pas moins distincts.

Or, la précision apportée dans le premier paragraphe de la plainte, rappelée ci-dessus, comporte elle-même une contradiction en désignant « l'article » par référence au seul titre choisi pour la version paru dans l'édition papier de l'hebdomadaire sans jamais citer l'autre.

La plainte fait ensuite référence à l'article paru dans « l'Obs », sans autre précision, ou dans « l'hebdomadaire l'Obs », expression qui en elle-même désigne implicitement la version papier, la récurrence exprimée par le terme « hebdomadaire » étant incongrue s'agissant d'un journal publié sur internet, ce alors que la plainte ne cite à aucun moment le nom du site internet ou l'adresse URL à laquelle est accessible l'article, ce qui génère une ambiguïté quant à l'extension ou pas de la poursuite à l'article publié sur internet.

La plainte cite ensuite les propos poursuivis au sein d'une partie intitulée « II. *Reproduction intégrale de l'article et identification des propos poursuivis* » dans laquelle elle précise que « l'article paru le 25 juillet dans l'Obs sera ci-après intégralement reproduit », en identifiant en son sein, par une typographie distincte, les propos poursuivis, confirmant là encore l'idée qu'il n'y aurait qu'un seul article, publié sur deux supports distincts.

Or ce qui est présenté comme la reproduction intégrale de « l'article » ne correspond en réalité ni à l'article publié dans la version papier (le chapô cité étant celui attaché à la version paru sur internet) ni à celui publié sur internet (les sous-titres correspondant à la version papier), ce alors que le texte contenu dans l'encart « De Londres à Dubaï » est présenté comme faisant partie intégrante de « l'article », ce qui n'est ni le cas dans la version papier ni dans la version internet. De ces dissonances ressort l'impossibilité de déterminer avec certitude le support de publication des propos poursuivis.

Le dernier paragraphe ne permet pas de lever l'ambiguïté qui sourd de la plainte, celui-ci se contentant de rappeler la teneur des propos poursuivis sans préciser leur support de publication.

Ainsi, il ressort de ces différents constats que les prévenus ne sont pas mis à même de déterminer avec certitude s'ils doivent répondre des propos incriminés à raison de leur publication au sein de l'article publié dans la version papier du magazine et/ou au sein de l'article publié sur le site internet www.nouvelobs.com.

L'équivoque ainsi relevée étant de nature à créer un doute dans l'esprit de Grégoire DE VAISSIERE et de Céline LUSSATO quant à l'étendue des faits dont ils doivent répondre et au regard desquels ils doivent pouvoir faire valoir des moyens de défense, comme l'exception de vérité ou la bonne foi, il doit être considéré que l'exigence de précision découlant de l'article 50 de la loi du 29 juillet 1881 n'est pas respectée par la plainte.

L'irrégularité entachant la plainte de la partie civile ne saurait être couverte par le réquisitoire introductif du 14 février 2020 par lequel le procureur de la

République requérait qu'il soit informé des chefs visés par la plainte, contre personne non dénommée, dans la mesure où celui-ci n'apporte aucune indication quant au(x) support(s) de publication des propos poursuivis.

Il doit dès lors être considéré que la plainte avec constitution de partie civile est nulle et que par conséquent le tribunal n'est pas valablement saisi.

PCM

Par jugement contradictoire

Fait droit à l'exception de nullité soulevée par Grégoire DE VAISSIERE et Céline LOUAIL épouse LUSSATO,

Déclare nulle la plainte avec constitution de partie civile déposée le 23 octobre 2019 par Mohamed BEDJAOUI .

COUR D'APPEL DE PARIS



Pôle 2 - Ch.7

(4 pages)

Prononcé publiquement le jeudi 9 mars 2023, par le Pôle 2 - Chambre 7 des appels correctionnels,

Sur appel d'un jugement du tribunal judiciaire de Paris - 17ème chambre - du 12 octobre 2022, (P19304000721).

PARTIES EN CAUSE :

Prévenus

DE VAISSIERE Grégoire, Alain, Marie
Né le 26 juillet 1984 à PARIS 17, PARIS (075)
Fils de DE VAISSIERE Philippe et de MARZLOFF Sabine
De nationalité française
Directeur de publication
Demeurant C/LE NOUVEL OBSERVATEUR DU MONDE - 67-69 avenue
Pierre Mendès-France - 75013 PARIS
Libre

intimé

COPIE CONFORME
délivrée le : 13 03 23
à Me BIGOT
W10

Non comparant, représenté par Maître DE CHEZELLES Alix, avocat au barreau de PARIS, vestiaire W10, substituant Maître BIGOT Christophe, avocat au barreau de PARIS, vestiaire W10, munie d'un pouvoir de représentation en date du 23 novembre 2022.

LOUAIL Céline épouse LUSSATO
Née le 15 juillet 1978 à LIMOGES, HAUTE Vienne (087)
Fille de LOUAIL Paul et de MONTET Odette
De nationalité française
Journaliste, mariée
Demeurant C/LE NOUVEL OBSERVATEUR DU MONDE - 67-69 avenue
Pierre Mendès-France - 75013 PARIS
Libre

intimée

COPIE CONFORME
délivrée le : 13 03 23
à Me BIGOT
W10
n° rg : 22/06222

Non comparante, représentée par Maître DE CHEZELLES Alix, avocat au barreau de PARIS, vestiaire W10, substituant Maître BIGOT Christophe, avocat au barreau de PARIS, vestiaire W10, munie d'un pouvoir de représentation en date du 23 novembre 2022

10/11

Ministère public

non appelant

Partie civile

BEDJAOUI Mohammed

Ayant élu domicile chez Maître VEY, demeurant 16 boulevard Raspail - 75007 PARIS

appelant

COPIE CONFORME

délivrée le : 13 03 23

à M^{re} VEY

C238

Non comparant, représenté par Maître GUILLARD Camille, avocat au barreau de PARIS, vestiaire C52, substituant Maître VEY Antoine, avocat au barreau de PARIS, vestiaire C238, munie d'un pouvoir de représentation en date du 7 mars 2023

Composition de la cour
lors des débats et du délibéré :

président : Jean-Michel AUBAC, président de chambre

assesseurs : Anne RIVIERE, président de chambre

Anne CHAPLY, conseiller

Greffier

Margaux MORA aux débats et au prononcé,

Ministère public

représenté aux débats et au prononcé de l'arrêt par Michel LERNOUT, magistrat honoraire juridictionnel,

LA PROCÉDURE :

La saisine du tribunal et la prévention

DE VAISSIERE Grégoire et LOUAIL Céline ont été poursuivis par ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel rendue par un juge d'instruction de Paris le 24 novembre 2020, à la suite de la plainte avec constitution de partie civile déposée le 23 octobre 2019 par BEDJAOUI Mohammed, sous la prévention de

*** DE VAISSIERE Grégoire, Alain, Marie**

DIFFAMATION ENVERS PARTICULIER(S) PAR PAROLE, ECRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE

en l'espèce d'avoir à Paris, le 25 juillet 2019, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription de l'action publique, étant directeur de publication, par un écrit, en l'espèce un article publié dans l'hebdomadaire L'Obs ainsi que sur le site www.nouvelobs.com, mis à disposition du public, porté des allégations ou imputations d'un fait portant atteinte à l'honneur ou à la considération de Mohammed BEDJAOUI, en l'espèce en publiant les propos suivants, dans un article intitulé "Algérie : Oligarchie sur Seine", signé par Céline LUSSATO.

1444

« L'ancien ministre, ex-diplomate, qui, la veille, nous assurait au téléphone « je n'ai rien à me reprocher tout est en règle », refuse donc d'expliquer comment ses revenus de haut fonctionnaire lui ont permis d'acheter en 2011 ce très grand appartement à une princesse saoudienne pour 3,45 millions d'euros. Apparatchiks, politiciens, patrons... un grand nombre d'officiels --actuels ou passés -- et d'hommes d'affaires investissent dans la pierre, notamment dans les quartiers les plus élégants d'Ile-de-France. Combien de ces luxueux appartements sont des « biens mal acquis », achetés avec de l'argent sale, issu de la corruption en particulier ? Mais pourquoi la justice française ne se saisit-elle pas, a minima, du cas des hommes politiques sur lesquels les plus lourds soupçons pèsent et dont certains sont connus depuis plusieurs années ? »

Faits prévus et réprimés par les articles 23, 29 alinéa 1 et 32 alinéa 1 de la loi du 29 juillet 1881.

*** LOUAIL Céline épouse LUSSATO**

COMPLICITE DE DIFFAMATION ENVERS PARTICULIER(S) PAR PAROLE, ECRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE

en l'espèce de s'être à Paris, le 25 juillet 2019, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription de l'action publique, étant auteur, rendue complice par fourniture de moyens du délit de diffamation publique envers un particulier reproché à Grégoire DE VAISSIERE lequel, par un écrit, en l'espèce un article publié dans l'hebdomadaire L'Obs ainsi que sur le site www.nouvelobs.com, mis à disposition du public, a porté des allégations ou imputations d'un fait portant atteinte à l'honneur ou à la considération de Mohammed BEDJAOUI, en l'espèce en écrivant les propos suivants, dans un article intitulé "Algérie : Oligarchie sur Seine" :

« L'ancien ministre, ex-diplomate, qui, la veille, nous assurait au téléphone « je n'ai rien à me reprocher tout est en règle », refuse donc d'expliquer comment ses revenus de haut fonctionnaire lui ont permis d'acheter en 2011 ce très grand appartement à une princesse saoudienne pour 3,45 millions d'euros. Apparatchiks, politiciens, patrons... un grand nombre d'officiels --actuels ou passés -- et d'hommes d'affaires investissent dans la pierre, notamment dans les quartiers les plus élégants d'Ile-de-France. Combien de ces luxueux appartements sont des « biens mal acquis », achetés avec de l'argent sale, issu de la corruption en particulier ? Mais pourquoi la justice française ne se saisit-elle pas, a minima, du cas des hommes politiques sur lesquels les plus lourds soupçons pèsent et dont certains sont connus depuis plusieurs années ? »

Faits prévus et réprimés par les articles 23, 29 alinéa 1 et 32 alinéa 1 de la loi du 29 juillet 1881.

Le jugement

Le TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS - 17EME CHAMBRE - par jugement contradictoire, en date du 12 octobre 2022, a

* Fait droit à l'exception de nullité soulevée par Grégoire DE VAISSIERE et Céline LOUAIL épouse LUSSATO ;

* Déclaré nulle la plainte avec constitution de partie civile déposée le 23 octobre 2019 par Mohamed BEDJAOUI.

L'appel

Appel a été interjeté par BEDJAOUI Mohammed par l'intermédiaire de son conseil, le 12 octobre 2022.

L'arrêt interruptif de prescription

Par arrêt interruptif de prescription en date du 4 janvier 2023, l'affaire était fixée pour plaider au 9 mars 2023.

DÉROULEMENT DES DÉBATS :

À l'audience publique du 9 mars 2023, le président a constaté l'absence des prévenus.

Maître GUILLARD Camille, avocat de la partie civile, a déclaré à la cour que son client se désistait de son appel.

Maître DE CHEZELLES Alix, avocat des prévenus, n'a pas formulé d'observations.

Le ministère public n'a pas formulé d'observations.

Puis la cour a mis l'affaire en délibéré et le président a déclaré que l'arrêt serait rendu à l'audience publique du jour.

Et ce jour, le 9 mars 2023, en application des articles 485, 486 et 512 du code de procédure pénale, et en présence du ministère public et du greffier, Jean-Michel AUBAC, président ayant assisté aux débats et au délibéré, a donné lecture de l'arrêt.

DÉCISION :

Rendue après en avoir délibéré conformément à la loi,

BEDJAOUI Mohammed, partie civile et appelant à titre principal, a fait connaître à la cour qu'il se désistait de son appel ;

Il y a lieu de constater ce désistement et le dessaisissement de la cour.

PAR CES MOTIFS

LA COUR,

Statuant publiquement, par arrêt **contradictoire**,

Constata le désistement d'appel de BEDJAOUI Mohammed, partie civile ;

Dit que ce désistement entraîne le dessaisissement de la cour et que le jugement sortira son plein et entier effet.

Le présent arrêt est signé par Jean-Michel AUBAC, président, et par Margaux MORA, greffier.

LE PRÉSIDENT

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le Greffier en Chef

LE GREFFIER